

«On rend l’immigration responsable de problèmes liés au rejet de la mondialisation»

Intervista a El Mouhoub Mouhoud

Régularisations massives dans le sud de l’Europe, immigration encadrée selon le marché de l’emploi dans le Nord... L’économiste décrypte les modèles migratoires mondiaux et leurs paradoxes économiques

El Mouhoub Mouhoud est économiste et président de l’université Paris Sciences et Lettres (PSL). Spécialiste de la mondialisation et des migrations internationales, il est l’auteur de plusieurs ouvrages, dont *Le Prénom. Esquisse pour une auto-histoire de l’immigration algérienne* (Seuil, 2025) et *L’Immigration en France. Mythes et réalités* (Fayard, 2017).

L’Espagne a annoncé, fin janvier, une régularisation massive d’étrangers sans papiers. Est-ce une décision rare en Europe ?

Non, ce n’est pas si rare. Sur le continent, plusieurs régimes d’immigration coexistent, définis en fonction d’un ensemble de caractéristiques structurelles telles que les besoins du marché du travail, la démographie, la spécialisation internationale, le poids des services dans l’économie... L’Europe du Sud suit un régime d’immigration de masse : comme le Portugal, l’Espagne a accompagné sa croissance rapide des années 2000 en allant chercher de la main-d’œuvre, en particulier en Europe de l’Est, rapidement régularisée. L’Italie relève, elle aussi, de ce modèle, et cela n’a pas changé avec l’arrivée au pouvoir [en 2022] de Giorgia Meloni [issue du parti d’extrême droite *Fratelli d’Italia*].

A l’opposé, l’Allemagne ou les pays scandinaves misent sur une immigration régulière, bien encadrée en fonction des besoins, avec des investissements massifs sur l’accueil : 0,5 % du PIB pour l’Allemagne, et près de 0,6 % pour la Suède, par exemple, selon les

données de l'OCDE [*Organisation de coopération et de développement économiques*], contre seulement 0,07 % du PIB pour la France.

Entre ces deux modèles, la France compte au moins 500 000 immigrés en situation irrégulière permanente, selon les estimations. Pour des motifs politiques liés aux pressions exercées par les partis d'extrême droite, l'immigration régulière de travail est réduite au minimum. Résultat : les employeurs ont des besoins tellement forts dans certains secteurs qu'ils se tournent vers l'immigration irrégulière. On peut qualifier ce régime de contre-productif, car il tourne le dos aux intérêts de la France. Une distribution accrue de visas de travail réduirait significativement le recours à l'immigration irrégulière.

Sur 380 000 nouveaux arrivants en 2025, à peine 14 % relèvent de l'immigration de travail. La première catégorie d'immigrés entrants est constituée d'étudiants, 33 %, la deuxième relève de l'immigration humanitaire, 24 %, suivie par l'immigration familiale, 23,7 %.

Compte tenu des besoins du marché du travail, 14 % de main-d'œuvre régulière est insuffisant. On voit bien que cela produit des tensions qui se traduisent par des difficultés de recrutement localisées. Environ 300 000 offres d'emploi ne trouvent pas preneur. A court terme, le recours à l'immigration s'impose.

Dans le prolongement d'une vaste grève des travailleurs sans-papiers en Ile-de-France, certains d'entre eux ont occupé le Palais de la Porte-Dorée (Cité nationale de l'histoire de l'immigration) entre le 7 octobre 2010 et janvier 2011. Une urne, destinée à collecter les dons de soutien à leur mouvement, a été réalisée à partir d'une affiche éditée par la CGT et collée avec du scotch transparent. Appuyés par des organisations syndicales et associatives, les grévistes ont voulu donner, dans ce lieu symbolique appartenant à l'Etat, de la visibilité à leurs revendications. Pendant trois mois, sans papiers, agents et visiteurs s'y sont côtoyés, engageant un dialogue inédit.

Quel modèle les Etats-Unis suivent-ils ?

Jusqu'à l'arrivée de la nouvelle administration de Donald Trump [*en janvier 2025*], les Etats-Unis avaient un modèle d'immigration un peu plus efficace. Les étudiants constituent le cœur de leurs avantages technologiques : ce pays puise dans le stock mondial des connaissances grâce à l'immigration. Les Etats-Unis autorisent l'arrivée

de personnes qualifiées et moins qualifiées par le biais d'un système régulé, avec des régularisations fréquentes et des loteries.

Mais, aujourd'hui, avec l'administration Trump, on ne sait pas bien comment cela va évoluer. Nous ne disposons pas encore du recul nécessaire, mais on observe déjà que nombre d'étudiants internationaux se détournent des universités américaines. Certains disent : « Je n'ai pas envie d'aller dans un pays où l'on chasse les gens. » Pourtant, de 70 % à 75 % des diplômés étrangers ayant obtenu un master restent aux Etats-Unis, contre 60 % en Allemagne et autour de 30 % en France. Le discours agressif sur l'immigration va forcément peser sur les choix des très qualifiés.

Pourquoi certains pays adoptent-ils des positions que vous qualifiez de « non-sens économique » ?

Le paradoxe remonte à l'hypermondialisation, entre 1990 et 2010, quand les chaînes de valeur mondiales se sont étirées vers les pays d'Asie à bas coûts salariaux. Cela a provoqué une désindustrialisation massive de certains Etats de l'OCDE. Et les inégalités entre le personnel qualifié et moins qualifié ont explosé. L'écart entre les revenus se creuse aux extrêmes : les emplois très qualifiés ainsi que certains emplois peu qualifiés, dans les services, progressent, tandis que les emplois intermédiaires, plutôt occupés par des classes moyennes, reculent. C'est ce que l'on appelle « la polarisation ».

Ce sont donc les classes moyennes qui ont le plus perdu dans l'hypermondialisation. La frustration liée à leur déclassement a provoqué partout la montée des partis populistes d'extrême droite. Il existe certes des spécificités nationales, mais la base commune de ces mouvements est le déclassement des classes moyennes blanches. Aujourd'hui, on rend l'immigration responsable de choses qui sont, en réalité, liées au rejet de la mondialisation.

Le Brexit en est une bonne illustration. La droite conservatrice a exploité la figure de l'immigré d'Europe centrale et orientale, accusé de concurrencer les autochtones sur le marché du travail, dans un contexte de désindustrialisation. Je pense notamment aux Polonais [*ils représentaient la première nationalité étrangère du pays avant le Brexit*]. En réalité, ces immigrants étaient complémentaires des travailleurs britanniques. Ils étaient employés dans des secteurs en tension, comme l'hôtellerie-

restauration, le nettoyage, les travaux publics ou l'agroalimentaire. Et ils occupaient souvent des tâches d'exécution, permettant aux Britanniques de se tourner vers des activités plus qualifiées ou plus interactives.

Les indicateurs de 2025 montrent que les migrations économiques ont diminué dans les pays de l'OCDE. Faut-il y voir l'amorce d'un tournant ?

Non. Certains secteurs dépendent structurellement de l'immigration de travail : nettoyage, gardiennage, services à la personne, bâtiment... L'élasticité y est faible, c'est-à-dire que si vous augmentez les salaires de 15 % ou 20 %, peu d'autochtones viendront occuper ces emplois à la place des immigrés. En d'autres termes, ces emplois ne sont pas substituables, parce qu'ils sont pénibles : horaires de nuit, risques sécuritaires, etc.

Ce n'est pas que l'immigré soit masochiste. Il compare son salaire à celui qu'il avait dans son pays d'origine. Il investit en migrant. Il accepte des emplois pénibles moins bien rémunérés, mais il épargne, fait vivre sa famille, investit dans l'éducation de ses enfants... Et il aspire à une vie meilleure, pas par rapport à ses voisins dans son pays d'immigration, mais par rapport à celle qu'il avait dans son pays d'origine.

C'est pourquoi l'idée d'une concurrence avec l'autochtone est fautive. Un accroissement de 1 % de la main-d'œuvre dû à l'immigration se traduirait, selon les études empiriques reprises par France Stratégie, par une variation de l'emploi des non-immigrés comprise entre -0,3 % et +0,3 %, et des salaires entre -0,8 % et +0,5 %. Autant dire que l'effet est quasi nul. D'autres études, comme celles des économistes Javier Ortega et Grégory Verdugo, montrent même qu'une hausse de 10 points de la proportion d'immigrés fait grimper de 3,3 % le salaire des natifs, qui se déportent vers des postes mieux payés.

A long terme, le recours à l'immigration est-il une réponse au vieillissement démographique ?

Pour les enjeux démographiques et le marché du travail, les réformes structurelles agissant sur la formation, l'employabilité des jeunes, des seniors ou des femmes sont la solution la plus efficace à long terme. Investir dans les crèches peut aussi relever les taux de fécondité. L'immigration n'est qu'une solution parmi d'autres.

Certains pays optent pour la fermeture des frontières...

C'est extrêmement rare, mais c'est en effet le cas du Japon, aujourd'hui pays le plus fermé de la planète – aux hommes comme aux capitaux. Le taux d'immigration y est de l'ordre de 2 %, contre 12 % en moyenne pour l'OCDE, avec un niveau d'investissements directs étrangers le plus bas du monde. Ce pays préfère le vieillissement et la réduction nette de la taille de sa population. La conséquence est que le Japon est resté sur un sentier de croissance faible et qu'il présente une moindre capacité d'innovation.

Selon des travaux d'économie historique, les sociétés très homogènes sont plus productives à court terme, mais moins innovantes et moins aptes à passer d'un paradigme technologique à l'autre. Les sociétés plus diversifiées, comme la France, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, sont plus innovantes à long terme. Une étude des économistes Alberto Alesina, Johann Harnoss et Hillel Rapoport, parue en 2016 dans le *Journal of Economic Growth*, montre que l'homogénéité favorise la cohésion et les prises de décision plus rapides, tandis que la diversité génère davantage de frictions... mais aussi plus d'innovations et une meilleure adaptation. L'économiste américain Giovanni Peri, lui, avait confirmé dans une étude de 2009 que les immigrants font à la fois augmenter le nombre de brevets, l'innovation et la productivité. La diversité réduit l'aversion au risque ; l'homogénéité pousse au mimétisme codifié et à l'anxiété.